

# Intervention des élu-es écologistes sur le Plan Local d'Urbanisme (PLU) au Conseil municipal du 22 septembre 2011

Il nous semble que l'esprit de ce PLU ne correspond pas aux grands objectifs de l'approche environnementale de l'urbanisme traduites dans le règlement du PLU : une ville plus conviviale, la réduction des nuisances, la valorisation de la trame verte et bleue et la réduction de l'impact de l'homme sur l'environnement.

Ce PLU part d'un postulat que nous ne partageons pas. Celui de la croissance de la population. La colonne vertébrale de ce PLU est de construire toujours et toujours plus de logement. Nous n'avons jamais partagé cet objectif politique. Vous nous dites que ce n'est pas un choix mais une réalité que nous devons subir, nous vous rappelons que nous ne faisons pas de la politique pour subir une réalité mais pour l'infléchir. Nous aurions aimé que ce PLU, véritable projet de notre majorité, soit à l'image de sa diversité.

Nous savons que la représentation commune de la densité est souvent associée à des images négatives, de promiscuité, de concentration, de surpeuplement ou de verticalité. Cette vision de la densité, il nous faut la dépasser, car elle a de multiples atouts; elle permet de préserver des espaces de nature, de réaliser des économies d'énergie et d'améliorer les mobilités. C'est aussi l'essence même de la ville, et à Bondy, nous avons besoin de dynamisme, d'urbanité.

Au vu des chiffres de notre densité, nous pouvons donc dire que notre ville est une ville dense. Pour nous la densité est un moyen, un des moyens pour réussir une ville durable, mais ce n'est pas l'objectif. La colonne vertébrale d'un PLU aurait pu être la qualité de vie. L'objectif principal aurait pu être de construire une ville à taille humaine, où l'on a du plaisir à habiter et où l'on se sent en sécurité. Rappelons que 44% de la population n'est pas satisfaite de l'aménagement urbain et des espaces verts. Notre ville est fragile, un pourcentage important de la population n'a pas accès à l'emploi. Les équipements publics sont sous-dimensionnés, parfois mal répartis sur le territoire.

Notre ville est en plein bouleversement. Le PRU est le deuxième plus important de la Seine-Saint-Denis, le 7ème plus gros d'Ile-de-France, 1000 logements détruits, 1000 constructions encore en cours actuellement. Nous n'avons pas fini de mesurer les impacts positifs et négatifs de ce programme de rénovation urbaine. Positifs, car des milliers de personnes vivront dans des appartements neufs ou refaits, dans des quartiers repensés. Négatifs parce que les déplacements de population fragilisent des quartiers qui ne sont pas concernés par la rénovation urbaine et parce que changer de logement, changer d'environnement urbain n'est pas une réponse à tous les problèmes.

Il faut arrêter de penser que la vocation de la Seine-saint-Denis c'est de loger toujours et toujours plus de monde. Une rupture est nécessaire dans notre représentation de la ville de Bondy dans l'espace de la métropole parisienne. Depuis 50 ans, la ville de Bondy a subi de profonds changements urbains.

De 1945 à 1965, la population passe de 20 000 habitants à 55 000. L'objectif n°1 de la municipalité de Maurice Coutrot était de construire et de loger (citation du Bondynois de 1965) C'est louable, c'est cette immense effort qui a permis de résorber les bidonvilles et de loger dans de bonnes conditions des milliers de personnes. Bondy a pris sa part dans l'effort de logement. Ces nombreuses constructions réalisées parfois trop vite et sans soucis de leur durabilité doit nous amener aujourd'hui à penser et organiser notre ville différemment. Il est temps que la ville consacre son énergie à la qualité de vie, à la question de la création d'activités, à la qualité de l'environnement et des espaces publics.

La trame verte est une avancée importante. Elle rend inconstructible les terrains concernés et va permettre de renforcer la biodiversité locale. C'est un espace de respiration, de détente, de bien être, un nouveau paysage pour la ville. Mais nous nous interrogeons, cette trame verte est-elle suffisante pour compenser la carence en espaces verts dans les Bondynois souffrent depuis des années ? Le SDRIF préconise 10 m<sup>2</sup> par habitant, aujourd'hui nous sommes aux alentours de 3 m<sup>2</sup>.

La Seine-Saint-Denis n'a pas vocation à être une banlieue dortoir de la métropole parisienne. Nous voulons tous donner une image de nos villes différentes, rompre avec un schéma qui nous conduit à une impasse sociale, à une gestion à flux tendus du service public.

En liaison avec ce débat sur le PLU, nous pensons d'autre part que dans les derniers aménagements urbains réalisés dans notre ville : La place de la gare, l'esplanade Claude FUZIER et la rue Carnot ne sont pas des réussites totales tant par leur esthétisme que leur fonctionnalité.

Concernant les économies d'énergies, dans chaque zone, il y a une hauteur maximale qui peut être augmentée de 20% si la construction est peu consommatrice d'énergie. Ceux qui construisent « écolos » peuvent aller plus haut que les autres. Nous souhaitons rappeler notre position : ce qui est un "bonus" aujourd'hui ne le sera probablement plus dans 10 ans. Nous souhaitons que ce bonus soit indexé aux évolutions réglementaires, qu'il permette toujours de faire 20% mieux que la loi, afin de permettre l'innovation nécessaire et la reconversion écologique du secteur du bâtiment. Nous pensons important de prendre en compte cette évolution dans la prochaine délibération concernant ce bonus de construction.

Nous pensons aussi que le bilan de la participation de notre population dans l'élaboration de ce PLU n'est pas un bon bilan. Certes, les efforts d'organisation des ateliers thématiques sont louables mais la très faible assistance est révélatrice de l'inadaptation de cette organisation. Répondant à l'invitation d'Aline ARCHIMBAUD, vice présidente à l'écologie urbaine et aux écoquartiers d'EST

ENSEMBLE, nous étions hier soir avec Claire CAUCHEMEZ à la soirée de lancement du plan énergie climat territorial, évènement majeur pour notre territoire.

A cette occasion, nous avons rencontré Jo SPIEGEL, maire socialiste de KINGERSHEIM et président de la communauté d'agglomérations de Mulhouse Sud Alsace. Il nous a expliqué comment au sein de sa ville, il a pu mettre en place des conseils participatifs d'habitants dans l'élaboration et la co-construction du PCET mais aussi pour d'autres projets dans sa ville et notamment le PLU. Je pense que nous aurions tout à gagner pour l'avenir, à nous inspirer de ce genre de dispositifs qui fonctionnent ailleurs et qui pourraient être transférables si l'on veut vraiment développer la démocratie participative dans notre ville.

Pour le groupe des élus Europe écologie, les verts, ce PLU ne va pas assez loin et n'est pas à la hauteur des enjeux sociaux et écologiques. C'est pourquoi nous nous abstenons.